

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNTP

ZI de la Plaine
42240 Saint-Paul-En-Cornillon

Références : [UID4243-EAR-026-169](#)
Code AIOT : 0010500133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement SNTP implanté ZI de la Plaine 42240 Saint-Paul-en-Cornillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée à la demande de l'exploitant afin de présenter le plan d'action mis en place pour la mise en conformité des rétentions

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNTP
- ZI de la Plaine 42240 Saint-Paul-en-Cornillon
- Code AIOT : 0010500133
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société SNTP est situé zone industrielle de la Plaine à Saint-Paul-en-Cornillon. Il se trouve en bordure de la Loire et à proximité d'habitations.

Il est constitué par 3 bâtiments :

- un bâtiment principal au Sud abritant les deux ateliers de teinturerie (ancien et nouveau) et le local de la chaufferie (gaz). Ce bâtiment possède un sous-sol (inondable) où est stocké du matériel divers (anciennes pièces d'autoclaves, etc...)
- un bâtiment destiné aux stockages des matières premières (fils en bobines essentiellement)
- un bâtiment au Nord en grande partie désaffecté (effondrement de la toiture).

La société SNTP emploie 13 personnes.

La société SNTP exerce une activité de teinture sur fils sur le site depuis 1985.

Le fil arrive soit sous forme d'écheveaux (traité par l'atelier ancien), soit sous forme de bobines et peut subir trois types de traitement suivant les besoins : le décreusage (élimination du grès généralement présent dans la soie par des solutions de savons et d'agents alcalins), le blanchiment (passage dans une solution alcaline et d'eau oxygénée), la teinture (par l'intermédiaire de machines ouvertes à immersion, de machines capotées par ruissellement et d'autoclaves sous pression), le séchage (séchoirs à vapeur 75° C).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
3	Changement exploitant	Code de l'environnement du 01/07/2023, article I et II	Sans objet
4	Stockages	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.8.2 et 4.8.3	Sans objet
5	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 21/05/2025, article Annexe 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les commentaires qui accompagnent les dépassements de VLE sur GIDAF sont insuffisants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : <u>Constat du 13/10/2025:</u> Le plan des réseaux fourni à l'inspection n'est pas complet, il manque les détails au niveau du process. De plus, il a été constaté lors de l'inspection que le plan fourni ne correspondait pas à la réalité sur le terrain. En effet, il manque un raccordement entre l'atelier guindre et l'atelier d'autoclave qui passe au milieu de l'usine. <u>Demande à l'exploitant à la suite du constat du 13/10/2025:</u> Le plan des réseaux devra être complété et fourni à l'inspection dans un délai de 3 mois. <u>Constat du 21/04/2026</u> Un plan des réseaux actualisé a été fourni à l'inspection, il manque des précisions sur les réseaux au niveau des machines de teinturerie, il sera complété suite aux travaux qui vont être mis en œuvre pour étanchéifier les réseaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats :

<p>De nombreux dépassements des VLE ont été observés de avril 2025 à mars 2026. Il y a de nombreux dépassements de température qui peuvent être dus à la température extérieure pour les 16 dépassements en juin et les 17 en juillet mais les 10 dépassements de mars viennent de rejets trop chauds et doivent être corrigés.</p> <p>Les autres dépassements restent ponctuels (Ptotal : 1 en avril, 1 en août ; Zn : 1 en avril, 1 en juillet, 1>2xVLE en août ; Ind Phénol : 1>2xVLE en avril ; MES : 1 en mai, 1 en juillet, 1 en août, 1 en novembre, & en mars ; S : 1 en mai, 1 en juin ; HydrTotal :1 en juin, 1 en août ; DCO : 1 en août, 1 en octobre ; Cr : 1>2xVLE en août ; DBO5 : 1 en octobre)</p> <p>L'exploitant a mis en place des actions correctives qui semblent avoir fonctionné puisque les dépassements ne se sont pas répétés de façon rapprochée mais les commentaires/actions correctives et efficacité de ces actions ne sont pas suffisamment décrits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant, dans un délai de 1 mois, reprendra les résultats de avril 2025 à mars 2026 et les accompagnera de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. L'exploitant précisera si les actions mises en œuvre ont été efficaces.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Changement exploitant

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article I et II</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Changement exploitant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R181-47 Version en vigueur depuis le 01 juillet 2023 Modifié par Décret n°2023-13 du 11 janvier 2023 - art. 2</p> <p>I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le changement d'exploitant a été notifié par courrier du 25 novembre 2025 à la DDPP de la Loire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.8.2 et 4.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, stockages
Prescription contrôlée : I. « Capacité des rétentions. » Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. [...] La manipulation des produits dangereux ou polluants , solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir, elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Constats du 13/10/2025 : Le béton de l'atelier teinture 2 ou atelier de guindre est très abîmé, on voit la terre par endroit et certaines machines de cet atelier fuient. La fosse qui reçoit tous les effluents de la teinturerie et qui se trouve au niveau de cet atelier ne semble pas étanche, on voit du gravier au fond. Les fuites des machines partent dans des goulottes de récupération avant de rejoindre la fosse, ces goulottes ne sont pas étanches non plus. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 13/10/2025 : Le sol de l'atelier teinture 2 ou guindre devra être étanchéifié, ainsi que la fosse et les goulottes de récupération. Dans un délai de 1 mois, un plan d'action avec un échéancier devra être présenté à l'inspection et les machines qui fuient devront être réparées. Dans un délai de 1 an, tout l'atelier, la fosse et les goulottes de récupérations devront être étanches aux produits qu'elles contiennent. Constat du 21/04/2026: L'exploitant a présenté à l'inspection son plan d'action et leurs échéances. Le plan d'action prévoit étanchéifier les goulottes et tout le réseau d'évacuation des effluents de teinture afin de rendre étanche les évacuations des machines. Le sol sous les machines est abîmé mais l'exploitant a assuré à l'inspection que les machines seront totalement étanches à la suite des travaux.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 21/04/2026 :</p> <p>Pour compléter son plan d'action, l'exploitant devra s'assurer de l'étanchéité totale des machines ou réparer le sol sous les machines car le béton sous les machines est abîmé.</p> <p>Il devra aussi répondre à l'exigence réglementaire qui concerne la manipulation des produits dangereux dans la deuxième partie de l'article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2025, article Annexe 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes et en particulier à l'adresse : https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eau-r3762.html</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne pense pas avoir mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) lui permettant de bénéficier des exemptions lors des périodes de sécheresse.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit respecter les restrictions de l'arrêté cadre sécheresse qui concerne les ICPE sauf dans le cas où il aurait mis en place un PSH, qui devra être tenu à disposition de l'inspection et mis à jour à chaque évolution du process et chaque année.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>